

Groupe politique « Aimer la Picardie | UMP-UDF » et non-inscrits



_ACTUALITÉ DU GROUPE UMP-UDF | BUDGET RÉGIONAL 05

Caroline Cayeux | Présidente du Groupe

Monsieur Le Président,
Monsieur Le Président du Conseil Economique et Social,
Mes chers Collègues,

Le vote d'un Budget Primitif, à fortiori lorsqu'il s'agit du premier d'une mandature, est un acte fort, un moment particulier dans la vie d'une Collectivité Territoriale car nous posons les bases du futur de la Picardie en terme financier et en contenu d'actions ou d'inactions.

Et vous le savez aussi bien que moi, si la première pierre est mal posée, mal scellée, c'est tout l'édifice qui risque de menacer ruine par la suite.

Ce rendez vous avec les picards est un instant majeur dans la vie de notre collectivité et prioritairement pour vous-même dans la concrétisation de vos promesses de campagne et l'application de votre programme politique. Alors où en sommes-nous vraiment, Monsieur Le Président ?

Il nous appartient de pratiquer à notre tour, une sorte de droit d'inventaire et de donner notre point de vue sur votre parcours et l'état de la Collectivité Régionale à ce jour, près d'un an après votre élection.

Et je vous le dis d'emblée, Monsieur Le Président, ce rendez-vous est manqué, trop brouillé par des interférences politiciennes internes et externes.

Vous avez transformé ce moment, en sommet fiscal, sans vous rendre compte des dégâts que cela allait engendrer pour le porte monnaie des contribuables picards.

À l'issue de ces deux jours de débat, je dirai plutôt d'interventions puisque de débat il n'y en a pas eu, je vous dirai Mesdames et Messieurs de la majorité que vous ne nous avez pas convaincus sur la nécessité d'augmenter la pression fiscale. Pas convaincus parce que ce n'est pas justifié, et nous regrettons que les Picards, après avoir voté pour vous, soient obligés de payer à cause de vous.

Le C.E.S. de Picardie, avec la sagesse et la lucidité qu'on lui connaît, n'a pas manqué de réaffirmer que :

>L'augmentation très importante de la fiscalité régionale, directe et indirecte, est pénalisante pour les ménages et les entrepreneurs, et nuit à l'attractivité de notre territoire auprès des entreprises.

En cette année où nous célébrons les 100 ans de Jules Verne, ne jouez pas le Capitaine NEMO, Monsieur Le Président, car votre politique fiscale nous entraîne plutôt à 20 000 lieues sous les mers.

Dans cette aventure, vous prenez des risques insensés en argumentant de façon insidieuse que la décentralisation du Gouvernement Raffarin vous oblige à faire payer les Picards. Tout le monde sait ici que lorsqu'on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. Soyons sérieux, et plus gestionnaires.

Vous devriez faire très attention avant de prendre de telles décisions nuisibles à la santé économique de la Picardie, de ses entreprises et de ses ménages.

Cependant, nous vous rejoignons sur un point : l'impôt constitue une source de financement des collectivités et donc des actions initiées par les collectivités. L'impôt existe, il faut faire avec, et contrairement à ce que vous pouvez penser, nous n'aurions pas été contre une augmentation justifiée et maîtrisée de l'ordre de 10 à 12 %.

Mais le recours à son utilisation doit être une décision ultime. C'est en dernier recours qu'il faut augmenter les impôts, après avoir étudié toutes les autres solutions budgétaires possibles. Je veux parler de l'emprunt notamment. Le Conseil Economique Social et Régional, dans son analyse budgétaire le précise et le propose avec beaucoup de maturité et de sens des responsabilités en lui attribuant une vertu budgétaire : l'effet de levier.

Le Conseil Economique et Social Régional indique notamment dans son avis sur le budget 2005 :

Le CESR a souligné à de nombreuses reprises, dans ses précédents avis budgétaires, que la variation de la dette budgétaire était une variable d'ajustement liée au niveau global d'intervention de la Région.

Le CESR préconise donc à l'Assemblée Régionale, dans le cadre d'une nouvelle gestion en Autorisation d'Engagement/Crédit de Paiement et dans un contexte d'endettement maîtrisé, de recourir à l'emprunt, de manière raisonnée, pour assurer le financement de sa politique d'investissement.

Cette hypothèse est préférable à toute éventualité d'accroître la pression fiscale.

Je rends hommage au C.E.S. de Picardie qui s'interroge et s'inquiète sur cette hausse irraisonnable de la pression fiscale et demande si d'autres pistes ne devraient pas être explorées, à défaut d'augmenter les impôts ?

Et je partage cette inquiétude, au nom de tous les Picards, surtout les plus modestes. Car à y regarder de plus près, c'est une mesure anti-sociale que vous nous proposez de voter. Quel savoureux paradoxe pour cette majorité qui devrait avoir le monopole du cœur et qui, à défaut, se trouve affublée du monopole du Porte-Monnaie ! Les temps changent, les monopoles aussi.

Car la hausse des impôts que vous nous imposez n'a rien à voir avec la Décentralisation Acte II mais résulte d'un choix idéologique, d'une stratégie orchestrée sur le plan national par des leaders politiques peu préoccupés des conséquences concrètes pour nos habitants et des réalités quotidiennes.

Les chiffres témoignent et attestent : en 2005, les dotations d'état aux Régions vont augmenter d'environ 3 %.

Contrairement aux déclarations socialistes, la loi sur les responsabilités locales ne pèse en aucun cas sur les finances locales. Tout ce qui sera transféré aux collectivités entre 2006 et 2008 est intégralement compensé, c'est une garantie constitutionnelle que NOUS avons adopté.

Enfin, les transferts de compétences prévus pour fin 2005 début 2006, ne représentent que 2,85 % des dépenses des régions. Dans ces conditions il est difficile de justifier une hausse de la fiscalité d'au moins 30 % en Picardie ! L'impôt régional est bien un nouvel impôt socialiste.

Qui va le supporter ? 37 % de la population, et bien plus encore que les plus gros propriétaires fonciers même les bailleurs sociaux, qui, comme la loi le permet, vont répercuter cette hausse sur les loyers des plus démunis ! Et c'est ça que la Gauche appelle Solidarité et Justice sociale ! C'est plutôt anti-social, anti-solidarité !

Les entreprises ne sont pas non plus épargnées. En effet la Picardie se place maintenant au 5ème rang des régions qui ont la taxe sur le foncier bâti la plus élevée de France, et cette donnée est plus que révélatrice pour les chefs d'entreprise qui avaient le projet de s'installer chez nous !

Je ne reviendrais pas sur vos choix de frais de fonctionnement en pleine période de difficulté économique : embauches à gogo, achats immobiliers intempestifs, frais de bouche élevés, frais délirants de communication, ... Après tout, il fallait bien rattraper votre retard en la matière, la Gauche est de retour au pouvoir Régional, le nouveau train de vie de la Collectivité également.

Je crois que ce Premier Budget Primitif est très symptomatique de votre gestion, mais plus grave de votre état d'esprit. Ce n'est pas un Budget pour les Picards, mais un Budget pour faire plaisir aux personnes et autres théoriciens du Parti Socialiste à Paris.

Pour les picards, il en va autrement ! Nous attendions un Budget de Combat, qui défendra la Picardie, les Picards, qui soulève l'enthousiasme et l'espoir, car Paris ce n'est pas la Picardie !

Au lieu de ça, ce Budget ressasse des banalités, il est plus philosophique que pratique, plus idéaliste que réaliste, il tend vers ce que vous aimeriez peut-être un jour réaliser, mais dont on sent bien que vous n'y arrivez pas pour l'instant.

Ah, ce n'est pas faute de vous avoir mis en garde. Nous voilà dans le temps de la gestion, le moment des choix et des décisions, l'instant où le réel reprend le dessus, avec ses contraintes, ces obstacles, ces récifs. Et vous avez du mal à les surmonter à proposer un nouveau cap.

Mais je ne veux pas être totalement pessimiste, trop cruelle et finalement défaitiste. Ce n'est qu'un premier Budget, d'autres viendront, vous permettront je l'espère de vous «refaire la main» et de rendre les Picards plus heureux.

La Picardie mérite d'autres combats et par conséquent d'autres ambitions budgétaires telles que :

- > L'avenir de notre jeunesse
- > L'accueil des entreprises
- > L'Harmonie sociale

Ces combats prioritaires sont ignorés, ou tout au mieux sous évalués dans votre Budget.

Monsieur Le Président, vous écoutez trop votre majorité plurielle et par ailleurs très individualiste qui vous le rend mal. Et quand elle vous le rend bien, en vous mettant en garde avec honnêteté intellectuelle comme notre collègue Monsieur GREMETZ, vous le récompensez en lui retirant ses délégations et les moyens matériels y afférent.

Est-il si difficile d'admettre la vérité, au point de sacrifier ses «amis» d'hier sur l'autel de l'idéologie et du sectarisme ?

Cette querelle est navrante. Elle vous regarde et vous l'avez réglée à votre façon : avec dureté et intransigeance. C'est votre choix. Personnellement, je vous croyais plus démocrate, plus ouvert à la discussion. J'ai dû rêver...

En conclusion, Monsieur Le Président, je ne voudrais pas que ce véritable réquisitoire vous effraye sur l'ampleur du travail qu'il vous reste à accomplir. Non, cette approche réaliste et pragmatique doit plutôt vous servir de point de départ, d'un déclencheur salutaire pour la Picardie.

Et permettez moi de vous apporter ce conseil, que j'ai moi-même appris, d'un économiste célèbre qui écrivait «Faites moi de bonnes politiques et je vous ferai de bonnes finances». Monsieur Le Président, si vous voulez réconcilier les contribuables picards, les entrepreneurs, les citoyens, et les rendre heureux, faites une Bonne Politique !

Alors, sans aucun doute, il y aura un avenir meilleur pour la Picardie et les Picards ! Et alors, nous n'hésiterons pas à le dire et à vous aider dans votre action !

Pour le moment en l'absence de Bonnes Politiques, nous voterons contre ce projet de Budget.

